

peau à paître et à tondre, ses peuples. Louis XIV ne fut ni plus absolu, ni plus égoïste, ni plus incapable de deviner l'avenir. Mais Louis XIV était de son temps; Napoléon fut un César égaré à dix-sept siècles de sa génération, la grande pierre d'achoppement de la civilisation, une digue de granit jetée soudain par l'ironie de la Fortune en travers du courant de l'histoire, et que soixante-dix ans ont à peine ébranlée : tout progrès consiste à donner un coup de pic dans ce bloc mal-faisant.

CHAPITRE IV

L'ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE

Les grandes révolutions n'ont point de date. Pendant que les nations font et défont leurs lois, élèvent et renversent à grand fracas leurs gouvernements, les sociétés se transforment en silence. Les idées nouvelles, les croyances qui s'infiltrèrent, les découvertes de la science et de l'industrie modifient le climat moral des peuples; les rapports des hommes entre eux, la somme de bonheur départie à notre espèce, en bouleversent la distribution. C'est ainsi que le travail des eaux dénude les montagnes, comble des vallées, dépose des deltas, tandis que d'autres forces géologiques soulèvent ou abaissent les continents.

C'est ainsi que les polypes construisent des îles, que les vagues délayent des côtes, que les dunes ensevelissent des rivages. L'atome d'air, la goutte d'eau, le grain de sable, l'animalcule invisible font plus de besogne que les volcans et les tremblements de terre. Sans doute il est des grands hommes qui exercent une influence réelle sur la marche des choses humaines. Il est des conquérants qui retardent le progrès; peut-être en est-il qui l'accélèrent. Les savants, les inventeurs, les découvreurs de terres inconnues nous font parfois franchir une étape d'un seul coup. Quoique leurs trouvailles soient le plus souvent préparées par le mouvement général des esprits et par les efforts d'une foule de chercheurs plus ou moins obscurs, le génie ou le hasard donnent un brusque élan. Mais le génie même ne fait que seconder ou manifester les révolutions qui s'accomplissent dans la profondeur des sociétés, et qui sont presque toujours irrésistibles et continues, en dépit des catastrophes et des réactions politiques.

Depuis un siècle environ nous assistons à une transformation plus radicale et plus universelle que les changements politiques dont la Révolu-

tion française a donné le signal. Depuis un siècle les peuples se rapprochent, et la richesse devient plus mobile. Ne craignons pas de nous arrêter ici quelques instants : nous sommes au cœur de notre sujet.

Le dix-neuvième siècle achève l'œuvre que le seizième avait commencée, la conquête du monde par les Européens. En 1789, l'Amérique anglosaxonne était médiocrement peuplée, s'arrêtait non loin des côtes de l'Atlantique; l'Amérique latine était une colonie cloîtrée. L'Afrique était inconnue en grande partie, ailleurs hostile. L'Asie n'était entamée que par l'Inde, que les Anglais avaient conquise plutôt qu'organisée, et par la Sibérie, un désert glacé. La Chine et le Japon demeuraient fermés; l'Australie était inhabitée. Aujourd'hui il n'y a que bien peu de points sur ce globe où ne pénètrent les marchandises et les idées de l'Occident; les nations rivales qui représentent la civilisation, se précipitent avec une émulation inquiète sur toutes les contrées qui restent à dominer ou à exploiter. L'Amérique est une seconde Europe, plus jeune et plus vaste. L'Afrique est percée presque en tous sens de routes où les voyageurs devancent les marchands,

où les marchands précèdent les soldats et les colons. On voit naître au Cap et en Océanie comme au Canada des confédérations entières de peuples nouveaux. Le grand empire de l'Asie Orientale a ouvert ou laissé briser ses portes ; le Japon s'est rallié tout à coup. Comme l'Alexandre de l'antiquité, et bien plus justement qu'Alexandre, nous trouvons le monde trop petit.

Les émigrants d'autrefois étaient surtout des aventuriers, conquérants et chercheurs d'or, ou des déclassés, des criminels et des proscrits, qui allaient demander à une nouvelle patrie l'oubli de leur vie passée, une revanche des rigueurs de la fortune. Il fallait, pour quitter l'Europe, une âme de bronze ou de bonnes raisons de fuir. On avait à craindre les périls d'une longue traversée, les sauvages, la fièvre et la faim dans le désert ou dans les forêts vierges. Les pionniers étaient des héros ou des désespérés. Maintenant on va aux antipodes comme on change de canton. On est moins séduit par l'attrait du mystère et le rêve d'un eldorado, mais on sait qu'on entrera dans une société déjà florissante, puissante dès sa première heure, qu'on trouvera la terre à bon

marché, ou du travail chèrement payé. Les émigrants de nos jours sont sollicités par des agences, guidés par une administration, éclairés par la presse et par les lettres de leurs dévanciers. L'aventure n'est plus qu'une entreprise, souvent très sage et très prudente, dont les conditions et les chances peuvent être d'avance connues et calculées. L'Irlandais qui part pour l'Australie, le Saxon qui part pour l'Amérique, sont peut-être moins téméraires que le Provençal qui prend le train pour Paris, savent mieux ce qu'ils font, et comment ils gagneront de quoi vivre.

Si l'émigration est devenue plus facile, elle est aussi devenue plus nécessaire. La population s'accroît dans presque toute l'Europe avec une rapidité qui fait peur : la France seule, hélas ! fait exception. Les Iles Britanniques, l'Allemagne, l'Italie, la Belgique, la Suisse regorgent d'habitants ; les Russes emplissent leur vaste empire et débordent sur l'Asie. Les hommes ne se sentent plus attachés au sol ou au métier par l'éducation, l'habitude ou les lois ; les révolutions industrielles les obligent à chercher ailleurs le travail qui manque ici, et là surabonde. Les humbles ne se contentent plus de la condition de

leur père, ne supportent plus, comme un arrêt de la Providence, la misère, la gêne, le pain noir, le climat glacé, l'orgueil des riches, les vexations du pouvoir, la lourdeur des impôts, l'étroitesse de l'horizon natal, l'immobilité dans la médiocrité. Chaque jour cette nouvelle migration des peuples devient plus active et plus générale. Les nations les plus sédentaires s'ébranlent. Après les Anglo-Irlandais, les Allemands se mettent en marche, puis les Scandinaves, les Italiens ; les Français eux-mêmes s'arracheront peut-être à leurs habitudes casanières. La grande invasion des barbares déplaça moins d'êtres humains.

Les marchandises sont encore bien plus mobiles que les hommes. Depuis l'invention de la navigation à vapeur et des chemins de fer, le prix des transports va sans cesse diminuant. Les produits les plus lourds et les plus encombrants font maintenant des voyages immenses. Nos pères allaient aux Indes acheter des épices ; nous allons y acheter du blé. Les laines viennent d'Australie ; les céréales, le coton, le pétrole viennent d'Amérique ; les houilles de la Grande-Bretagne vont partout. Nous engraissons nos

terres avec le guano du Pérou ; nous bâtissons nos maisons avec les bois du Nord ; la Suède nous fournit du fer, l'Angleterre des machines. Le tonnage des grands ports a décuplé. Il suffit d'un léger progrès dans la construction des navires, d'un chemin de fer ou d'un canal nouveau, pour créer un courant qui bouleverse les anciennes relations commerciales, pour abaisser le prix d'une denrée, pour écraser une industrie locale, tandis que la chimie et la mécanique inventent sans cesse de nouveaux procédés de fabrication qui mettent à la portée de tous bien des produits jadis réservés aux riches.

Deux barrières protégeaient chaque pays contre cette invasion : la distance et la douane. La distance est vaincue ; la douane faiblit, en dépit d'une réaction qui sera passagère comme un retour à la barbarie. Les nécessités et les commodités de la vie sont bien plus accessibles à la masse des humains, mais aussi la concurrence menace jusqu'à l'agriculture. Le monde n'étant plus qu'un vaste marché ouvert à tous les peuples, ceux à qui manquent les terres ou les mines, ou les capitaux, ou l'activité et l'esprit de progrès, luttent malaisément contre leurs rivaux,

risquent de s'appauvrir au milieu de l'enrichissement général. Un gouvernement régulier, économe, libéral ou médiocrement oppresseur, suffisait jadis à la prospérité d'un Etat ; il y faut aujourd'hui bien d'autres conditions. Jusqu'à notre siècle, la paix était sûrement bienfaisante et nourricière ; la multitude n'avait à craindre que les tyrans, les envahisseurs et la disette. Si le prince était honnête, si les guerres étaient rares ou heureuses, si le ciel était clément, on voyait fleurir l'agriculture, le commerce, l'industrie et les arts. Sans doute, il y a moins de tyrans ; les guerres sont courtes et causent moins de ravages ; la disette est facile à éviter. Mais ce n'est qu'au prix d'une activité infatigable et ingénieuse que nous échappons à des périls dont nos pères n'avaient pas l'idée, à des crises qu'ils ne connaissaient pas.

Adam Smith a remarqué que la division du travail est proportionnelle à l'étendue du marché. Or le marché n'est plus local, ni provincial, ni même national : il est universel. De là un progrès rapide dans la division du travail et, par conséquent, des souffrances terribles pour ceux qui se laissent distancer. L'Angleterre a sur nous

bien des avantages : plus de charbon, plus de fer, plus de capitaux, plus de marine, et la vitesse acquise ; l'Allemagne possède la houille et le travail à bon marché ; les Américains battent notre agriculture par l'immensité de leur territoire ; la terre ne leur coûte rien ; leur dette est moins lourde que la nôtre ; leur jeunesse n'est pas détournée des travaux de la paix par l'obligation du service militaire. Ainsi la concurrence vitale est devenue plus âpre, non seulement entre les hommes, mais entre les peuples ; elle est aussi périlleuse dans la paix que dans la guerre. J'ai parlé ailleurs des conditions de la lutte armée ; il faut insister ici sur les conditions de la lutte pacifique.

Considérons la cité comme une société industrielle et commerciale, faite pour produire et pour vendre. Assurément ce n'est pas le seul point de vue où l'homme d'État doive se placer. Un peuple est autre chose qu'une collection de producteurs et de marchands ; mais, de toutes les comparaisons auxquelles il faut recourir successivement pour étudier la physiologie du corps social, il n'en est pas de plus juste ni de plus féconde. Nous prendrons donc les économistes pour

les meilleurs maîtres de la science politique. Les Rousseau et les de Maistre sont des rêveurs, avocats du passé, déclamateurs stériles et funestes, agitateurs d'idées creuses et de passions mauvaises; les Turgot, les Adam Smith, les Bastiat, voilà les champions du progrès. Les économistes ne défendent pas seulement la liberté comme une belle chose, ou comme un droit naturel, mais comme une condition essentielle de la prospérité. Les libéraux de l'école sentimentale sont sujets à d'étranges faiblesses; les interprètes du droit abstrait sont exposés à trouver des conclusions tyranniques au bout de leurs raisonnements. Il n'est pas prouvé que l'éloquence et la philosophie aient plus rendu de services que causé de dommages à la cause de la liberté. Les utilitaires, mettons ce mot nouveau sur une idée toute moderne, sont les plus fidèles défenseurs de la liberté, parce que leur conviction ne dépend pas de la chaleur de leur sang ni des hasards d'une déduction arbitraire, mais de l'exacte observation des faits et des lois naturelles. Quand Montesquieu écrivit cette phrase : « Les pays ne sont pas cultivés en raison de leur fertilité, mais en raison de leur liberté », il fit plus pour

l'affranchissement du genre humain que les plus puissants orateurs et les plus fougueux tribuns.

Ainsi les meilleures lois qu'un peuple puisse se donner sont celles qui lui permettent le mieux de soutenir la concurrence dans la paix comme dans la guerre. Comment on doit concilier ces deux buts différents, obtenir à la fois la force et la richesse sans sacrifier l'une à l'autre, c'est ce que nous n'avons pas à rechercher ici; ce livre n'est pas un cours de politique. Parlons de la richesse; consultons l'expérience de ceux qui excellent à la produire et à la conserver. Un fabricant habile et un habile marchand seront ici pour le législateur des guides plus sûrs que les théologiens et les Jésuites; saint Thomas et Justinien n'ont que faire en ce débat, et nous interrogerons plus utilement le bon sens d'un filateur ou d'un épicier que la philosophie de tous les docteurs. Nous n'avons pas besoin d'entrer dans un détail infini; contentons-nous d'emprunter à la sagesse des gens pratiques trois ou quatre maximes qui suffiront à nous éclairer. Or les gens pratiques nous conseilleront unanimement :

De réduire autant que possible les frais généraux de la production;

De diriger les efforts de chaque citoyen vers les travaux utiles dont il est le plus capable;

De donner à tous les capitaux dont nous disposons l'emploi le plus fructueux;

De tenir constamment nos regards fixés sur nos rivaux et sur l'état du marché universel.

Voyons quelle lumière ces aphorismes d'une sagesse vulgaire mais sûre peuvent jeter sur la question qui nous occupe.

CHAPITRE V

L'INTERÊT NATIONAL

On est à peu près d'accord aujourd'hui pour demander le gouvernement à bon marché, mais cet accord n'est que théorique, et nous sommes encore, bien plus que nous ne croyons, fidèles aux traditions de l'ancien régime. Quand les hommes d'Etat servaient le prince, et non le peuple, ils ne songeaient qu'à accroître les revenus du prince, et la prospérité du peuple n'était désirable à leurs yeux que parce qu'elle rendait cet accroissement facile. On admettait que les taxes étaient toujours assez justifiées, pourvu qu'elles fussent aisément payées. Nos meilleurs rois, on les compte, reculaient devant l'idée de fouler